



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

établissements

Question au Gouvernement n° 1116

Texte de la question

VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE

M. le président. La parole est à M. André Schneider, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. André Schneider. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'éducation nationale.

Le 8 janvier dernier, à Schiltigheim, deuxième ville de la communauté urbaine de Strasbourg, un élève du lycée professionnel Émile-Mathis a menacé de mort le proviseur et son adjointe avec une arme à feu. Avant-hier, dans la même ville, le proviseur du lycée professionnel Charles-de-Foucauld a été blessé à coups de canif. Cette violence gratuite, malheureusement très répandue aux États-Unis et qui touche aussi l'Allemagne, nous interpelle tous fortement.

M. Jacques Alain Bénisti. Adressez-vous à Urvoas...

M. André Schneider. Inutile de vous dire qu'à Schiltigheim, la communauté scolaire tout entière, personnel de direction, enseignants, élèves et parents d'élèves, est sous le choc. Ancien principal de collège dans cette ville, puis en zone franche à Strasbourg, je mesure à quel point cette explosion de violence dans nos établissements est révélatrice d'un profond changement de nature des actes commis. D'une violence verbale, on est passé à une violence physique. On passe ainsi des mots aux actes. L'autorité qui sous-tend toute action éducative est bafouée. On ne respecte plus la règle, fondement du mieux-vivre ensemble.

Mme Delphine Batho. Demandez à Sarkozy !

M. André Schneider. L'école doit aider nos jeunes à grandir. Ils ne doivent pas, en retour, la détruire par la brutalité, la délinquance, une forme de guerre civile scolaire en quelque sorte.

La gravité de cette dérive nous conduit à chercher tous ensemble une réponse adéquate à cette montée en puissance d'une violence consternante. Il est urgent que notre société se mobilise. Monsieur le ministre, quelles mesures entendez-vous mettre en oeuvre pour ramener au plus vite sérénité, paix et respect, conditions nécessaires d'une éducation harmonieuse et performante ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Mme Delphine Batho. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Roger Karoutchi, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Roger Karoutchi, *secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement*. Je vous prie de bien vouloir excuser l'absence de Xavier Darcos qui est, en ce moment même, avec le Président de la République, à Gagny, à la suite des violences scolaires qui s'y sont produites.

M. Albert Facon. Et Valérie, où est-elle ?

M. Roger Karoutchi, *secrétaire d'État*. L'école joue un rôle essentiel dans l'apprentissage du respect de l'autre et dans la prévention de la violence. Les nouveaux programmes de l'école primaire mettent l'accent sur ce point. C'est à l'école que l'on apprend à respecter le maître.

M. Patrick Roy. Et Valérie aussi !

M. Roger Karoutchi, *secrétaire d'État*. C'est pourquoi la loi prévoit désormais des circonstances aggravantes pour les agressions commises dans l'enceinte scolaire. Le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, a d'ailleurs proposé que des actes de violence commis à l'encontre du personnel enseignant, y compris en dehors de l'enceinte scolaire, soient punis de manière beaucoup plus sévère. Le Parlement aura, du reste, à se saisir de cette question.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Et Valérie aussi !

M. Roger Karoutchi, *secrétaire d'État*. L'élève qui, en janvier dernier, a menacé le proviseur du lycée professionnel de Schiltigheim était absent depuis plusieurs semaines de l'établissement scolaire.

M. Patrick Roy. Valérie aussi !

M. Roger Karoutchi, *secrétaire d'État*. Ce sont ces élèves que l'école va aller chercher à leur domicile, à l'aide des 5 000 médiateurs prévus par le plan de relance.

Mais l'école, monsieur le député, ne peut pas tout. C'est la raison pour laquelle le Président de la République a demandé à Mme la ministre de l'intérieur de réfléchir à la mise en place d'un plan de lutte contre les bandes violentes.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Et Valérie aussi !

M. Roger Karoutchi, *secrétaire d'État*. Nous ne laisserons pas la violence, la loi du plus fort, défier impunément les institutions de la République, au premier rang desquelles figure l'école. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - " Et Valérie, aussi ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. André Schneider](#)

Circonscription : Bas-Rhin (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1116

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 mars 2009